

LETTRE CIRCULAIRE 9/2003
29 janvier 2003

**PARTICIPATION DE L'OHI A LA QUATRIEME REUNION DU PROCESSUS CONSULTATIF
OFFICIEUX OUVERT A TOUS DES NU SUR LES OCEANS ET LE DROIT DE LA MER
(UNICPOLOS)**

-
2-6 juin 2003

Monsieur le Directeur,

L'OHI continue d'entretenir des relations avec la Division des affaires maritimes et du droit de la mer des Nations Unies (DOALOS). Depuis la diffusion de la lettre circulaire 21/2001, l'OHI a participé à la 2e réunion de l'UNICPOLOS, a obtenu le statut d'observateur à l'Assemblée générale des Nations Unies, a largement commenté le compte rendu de la 3e réunion de l'UNICPOLOS (l'OHI n'étant pas représentée à cette réunion étant donné que celle-ci se déroulait au même moment que la XVIe CHI) et a fait une communication à l'Assemblée Générale sur l'importance de l'hydrographie dans l'application de la Convention UNCLOS. Il est évident que la DOALOS reconnaît l'importance de l'OHI en sa qualité d'Organisation intergouvernementale compétente dans plusieurs domaines relatifs aux affaires maritimes et au droit de la mer.

L'OHI a été invitée à la 4e réunion de l'UNICPOLOS prévue du 2 au 6 juin 2003 au siège des NU à New York. Le BHI a présenté une soumission initiale à la DOALOS sur les activités de l'OHI dans les affaires maritimes, en 2002. Cette contribution sera incluse dans un rapport à la 58e session de l'Assemblée Générale, après soumission à l'UNICPOLOS. La 4e réunion présente une importance particulière pour l'OHI étant donné que les domaines d'intérêt sont les suivants :

- (a) Protection des précieux écosystèmes marins;
- (b) Sécurité de la navigation; par exemple, renforcement des capacités en matière de production de cartes marines; et également questions discutées lors de précédentes réunions.

Sur la base de l'organisation des réunions précédentes, l'OHI aura l'opportunité, en tant qu'organisation compétente dans le domaine du renforcement des capacités en matière de production de cartes marines, de faire une déclaration et de participer à des groupes de discussions. Dans le cadre des préparatifs associés à cette opportunité, vos commentaires et contributions seront les bienvenus. Par ailleurs, vous êtes invité à demander à votre représentant national auprès des NU, responsable des questions hydrographiques, de soutenir la présentation de l'OHI.

A titre d'information, les dernières résolutions de l'Assemblée Générale et le rapport du Secrétaire Général sur les océans et le droit de la mer peuvent être consultés sur les sites suivants :
http://www.un.org/Depts/los/general_assembly/general_assembly_resolutions.htm

et http://www.un.org/Depts/los/general_assembly/general_assembly_reports.htm.

La déclaration de l'OHI à l'Assemblée Générale est incluse en Annexe A et la demande de l'OHI ainsi que sa contribution ultérieure au rapport à la 58e session de l'Assemblée Générale sont fournies en Annexe B.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma haute considération,

Pour le Comité de direction

(original signé)

Contre-amiral Kenneth BARBOR
Directeur

Annexe A: Déclaration de l'OHI à l'Assemblée Générale des NU du 10 décembre 2002.

Annexe B: Contribution de l'OHI à la 58e session de l'Assemblée Générale (anglais seulement).

**Déclaration de l'Organisation hydrographique internationale (OHI) à la
57e Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies**
commémorant le 20e anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention des Nations Unies
sur le droit de la mer

Déclaration faite par le
Contre-amiral Kenneth Barbor
Directeur du
Bureau hydrographique international (BHI)
Monaco

10 décembre 2002

Monsieur le Président, Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs, c'est pour moi un honneur, en ma qualité de Directeur du Bureau hydrographique international, de m'adresser à l'Assemblée au nom des 73 Etats membres de l'Organisation hydrographique internationale, ainsi que de participer à la commémoration de ce 20e anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention des NU sur le droit de la mer. L'OHI, en sa qualité d'Organisation intergouvernementale, consultative et technique (jargon de la Convention), et d'organisation internationale compétente, est très reconnaissante envers le Gouvernement de Monaco pour ses efforts qui lui ont permis d'obtenir le statut d'observateur, l'année dernière, ainsi que pour son soutien permanent depuis la création du BHI, en 1921, à l'initiative du Prince Albert 1er de Monaco.

Y compris à ses tous débuts, notre Organisation a toujours défendu les nombreux principes qui allaient être regroupés dans la Convention des NU sur le droit de la mer. Avec pour vocation de rendre la navigation plus facile et plus sûre, nos objectifs visent précisément à prendre en compte les nombreux autres besoins et responsabilités d'une nation ayant des intérêts maritimes. L'OHI a tenté d'accroître la qualité et d'élargir la couverture des cartes et des services de navigation, en facilitant la coopération entre ses Etats membres, en faisant progresser les sciences dans le domaine de l'hydrographie et de l'océanographie descriptive, et en renforçant les capacités des Etats, notamment celles des Etats en voie de développement, afin de recueillir des données hydrographiques et pour assurer des produits et des services de navigation. Les Comités techniques et décisionnaires de l'OHI fournissent les directives les plus récentes et assurent la standardisation essentielle du format des données ainsi que des techniques et des produits hydrographiques. Nos quinze Commissions hydrographiques régionales couvrent le monde entier et assurent une coordination, une assistance et une convergence régionale adéquats pour cet organisme international. Les Services hydrographiques de nos Etats membres représentent des milliers de techniciens et de scientifiques qui utilisent les dernières technologies, à bord de centaines de vedettes, de navires, d'aéronefs et d'engins spatiaux. Les données collectées, ainsi que les informations, les produits et les services fournis dans le but d'améliorer la sécurité de la navigation sont autant de fondations essentielles pour une utilisation efficace des mers, ainsi que le précise la Convention UNCLOS.

La Partie XII de la Convention UNCLOS traite de la Protection du milieu marin. La Section 2 de cette partie stipule que "les Etats coopèrent... directement ou par l'intermédiaire des Organisations internationales compétentes, à la formulation et à l'élaboration de règles et de normes ainsi que de pratiques et procédures recommandées de caractère international ... pour protéger et préserver le milieu marin...". L'OHI fournit les normes et les recommandations en ce qui concerne les pratiques et les procédures requises en matière de collecte, de traitement, de distribution et d'affichage des données hydrographiques. Ces données sont essentielles pour la protection du milieu marin, de la même manière que la mise à disposition de cartes marines claires, précises et à jour l'est pour la sécurité de la navigation et la prévention des accidents maritimes. Par ailleurs, les levés hydrographiques modernes permettent de collecter suffisamment d'informations pour établir des plans d'action concernant des zones spécifiques ainsi que les zones maritimes particulièrement vulnérables qui nécessitent des mesures et une surveillance environnementale considérables. Lorsque malheureusement un accident se produit, et que des substances polluantes sont déversées dans les mers, les données hydrographiques constituent un élément primordial grâce auquel les modèles de

flux de pollution peuvent prédire la progression des substances polluantes et à partir duquel les équipes d'intervention mettent au point les tactiques requises pour parer à l'urgence.

Au cours des vingt dernières années on a assisté à des avancées scientifiques que les auteurs de la Convention UNCLOS auraient été incapables de prédire. Ces derniers ont néanmoins encouragé et laissé la place à de tels progrès dans les Parties XIII et XIV de la Convention qui concernent la conduite de recherches scientifiques marines ainsi que le développement et le transfert des techniques marines. L'hydrographie a, elle aussi, bénéficié de progrès révolutionnaires dans les domaines de la détermination de la position, des mesurages bathymétriques, du traitement des données et de l'affichage des produits. L'OHI sait pertinemment que ces progrès doivent profiter à tous les Etats, à la fois les Etats très développés et ceux engagés dans les premières étapes de la création d'un Service hydrographique. L'OHI résume les bénéfices de ces avancées et explique clairement le pourquoi de leur adoption de telle sorte que les Etats membres comme les Etats non membres puissent clairement exprimer les exigences d'un Service hydrographique national. Nos Commissions hydrographiques régionales font tout leur possible pour assurer la coopération et le renforcement des capacités dans tous les Etats de leur région. Par exemple, notre Commission hydrographique de l'Atlantique oriental effectue, dans le cadre d'un programme d'assistance actif, des visites dans les pays d'Afrique occidentale afin de discuter des bénéfices et des besoins relatifs à la création d'un Service hydrographique et d'offrir l'assistance requise pour entamer le processus. Un programme similaire dans notre Commission hydrographique de la mésoamérique et de la mer des Caraïbes porte essentiellement sur l'accroissement des capacités hydrographiques en Amérique centrale. Plus de vingt de nos Etats membres proposent plus de trente programmes de formations techniques en hydrographie, conformément aux directives établies par l'OHI. C'est seulement avec un Service hydrographique national moderne et bénéficiant de la formation adéquate que le navigateur peut accéder aux services nécessaires pour la sécurité de la navigation et que l'Etat peut assurer le développement complet et durable que favorisent des eaux bien cartographiées.

Il importe de noter qu'avec l'adoption de la Convention UNCLOS, la détermination des limites maritimes a changé de manière significative. Le tracé des lignes de base est principalement un exercice de construction cartographique. Etant donné que les eaux territoriales et les zones économiques exclusives correspondent simplement à des mesurages linéaires effectués à partir de cette ligne de base, un pays a seulement besoin d'une carte terrestre adéquate pour déterminer ces limites maritimes. Toutefois, les dispositions de l'article 76 concernant la revendication des bénéfices économiques et des responsabilités en matière de gestion pour la zone du plateau continental au-delà de la ZEE impliquent qu'un Etat détermine la profondeur d'eau, l'inclinaison du fond et/ou l'épaisseur des sédiments. Il s'agit de mesurages hydrographiques qu'un Service hydrographique bénéficiant de la rigueur et des normes établies par l'OHI est le plus à même d'exécuter.

L'Organisation hydrographique internationale est très satisfaite de son étroit partenariat avec l'Organisation maritime internationale et la Commission océanographique intergouvernementale. Le projet de Carte générale bathymétrique des océans (GEBCO) encourage la cartographie océanique et constitue un centre d'archivage des données bathymétriques. L'année prochaine sera marquée par le 100e anniversaire de la création de la GEBCO par le Prince Albert 1er et une célébration du centenaire se déroulera à Monaco, du 14 au 16 avril 2003. Les mandats établis par l'OMI dans ses différentes Conventions sont étroitement rattachés à la mise en œuvre de la Convention UNCLOS. La Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS), par exemple, demande aux gouvernements contractants de disposer de capacités hydrographiques afin de satisfaire aux besoins de la sécurité de la navigation. Cette règle de la Convention SOLAS souligne combien l'hydrographie est essentielle à l'utilisation sûre et efficace des océans.

L'OHI est fière du rôle actif qu'elle joue à l'appui de la Convention UNCLOS. Nous apprécions ces résolutions qui améliorent la sécurité de la navigation grâce à l'exécution croissante de levés hydrographiques modernes et à la mise à disposition de cartes marines ainsi que d'informations précises. Le renforcement des capacités est essentiel pour cette activité en plein essor.

A l'occasion du 20e anniversaire de la Convention, l'OHI adresse ses compliments aux Nations Unies et à la Division des Affaires maritimes et du droit de la mer.

The Director
Division for Ocean Affairs and Law of the Sea
Office of Legal Affairs
United Nations
New York 10017
USA

IHB File TA 5/UN

13 January 2003

Dear Madame de Marffy,

The International Hydrographic Bureau (IHB), on behalf of the International Hydrographic Organization (IHO), appreciates the opportunity to contribute to the preparation of the comprehensive report on the oceans and the law of the sea as requested in your 16 November 2002 letter and amplified in the 17 December 2002 letter from Mr. Corell. Likewise, we look forward to participating in the 2 to 6 June 2003 meeting of the Open-ended informal consultative process. As reported in paragraph 62 of the resolution "Oceans and the law of the seas," we are especially pleased with the focus for this meeting, given that protecting vulnerable marine ecosystems and safety of navigation are core interests of the IHO.

Clearly, safety of navigation – especially its enhancement through capacity building for the production of nautical charts – is a fundamental goal of the IHO. As specified in our Convention, the IHO seeks to expand the quality and coverage navigational charts and services through the follow objectives:

- Coordination amongst national hydrographic offices;
- Uniformity of nautical charts and documents;
- Adoption of reliable and efficient methods of carrying out and exploiting hydrographic surveys;
- Development of the sciences in the field of hydrography and the techniques employed in descriptive oceanography.

Additionally, the enhanced safety of navigation that adequate nautical charts and information provide contribute directly to the protection of vulnerable marine ecosystems through a reduction in ship groundings and maritime accidents. Furthermore, the IHO is acutely aware that the data collected and the services offered by Member States' Hydrographic Offices have uses beyond safety of navigation and are important components in marine pollution, coastal zone management and sensitive ecosystem identification and monitoring.

Salient Ocean Issues that have arisen during 2002.

Several events occurred in 2002 that highlight the importance of the activities of the IHO in ocean affairs. The most noteworthy occurrences include:

- The World Summit on Sustainable Development (WSSD) that required modern and ubiquitous hydrographic services to fulfil many of its objectives.
- The initial filing before the Commission on the Limits of the Continental Shelf (CLCS) for an extended claim under Article 76 of UNCLOS that highlighted the need for a hydrographic capability to justify an extended claim.
- The entering into force, on 1 July 2002, of new regulations in Chapter V of the Convention on Safety of Life at Sea (SOLAS V).

SOLAS V has the greatest impact on the global significance of hydrography as its Regulation 9 explicitly obligates Contracting Governments to:

"Undertake to arrange for the collection and compilation of hydrographic data and the publication, dissemination and keeping up to date of all nautical information necessary for safe navigation."

However, both the WSSD and Article 76 of UNCLOS carry an implied requirement for hydrographic surveys using modern techniques, effective management of the information acquired and an application of this information to further safety of navigation and/or the assessment of the marine environment.

Measures Undertaken to Address These Issues

Capacity Building:

Paragraphs 30 and 35 of the resolution relate directly to the need to increase the capacity of States to provide an enhanced hydrographic capability to ensure safety of navigation and protection of the marine environment. Capacity building is a high priority, strategic issue of the IHO and there have been notable advances in metrics indicative of increased capacity.

Although membership in the IHO is not a prerequisite for assistance, it does facilitate assistance through enhanced communication and increased visibility amongst other members. The number of IHO Member States has increased from 70 to 73 in 2002 and the organization has grown over 25% since UNCLOS entered into force ten years ago. Eight States are pending membership.

The most responsive and focused work of the IHO occurs through its Regional Hydrographic Commissions. The fourteen Regional Hydrographic Commissions of the IHO encompass virtually all navigable seaways and provide a mechanism to bring regional focus to cooperative efforts, capacity building and increased chart production. Full membership on a Regional Commission is available to IHO Member States in the region but associate membership is offered to any State with a maritime interest in the region. As an associate member, a developing State with a desire to create or enhance its hydrographic capability is introduced to other members ready and able to assist. The assistance offered is varied. In some instances, Member States will offer to survey, process, produce and maintain the necessary navigation information. Other Member States offer financial and/or technical assistance to the developing State. In most cases, an initial effort includes meetings with developing State government officials to advocate the necessity and benefits of establishing a hydrographic service and initial liaison with potential funding sources. The following technical visits were conducted in 2002 by the IHB and/or Regional Commissions of the IHO:

- Albania
- Lithuania
- Bangladesh
- Guatemala, Panama, Colombia, Mexico
- Gabon, Nigeria, Ghana, Mauritania, Senegal, Cape Verde, Guinea Conakry, Sierra Leone (Seven additional countries in West Africa will be visited in 2003)

As the IHO does not have resources to provide financial assistance to developing States, we seek to develop partnerships with donor organizations. Notable efforts in this endeavour during 2002 include:

- Central American Hydrographic Project- A partnership with IHO, IMA and the Central American Commission for Maritime Transport (COCATRAM)
- MEDA Project - Partnership with IHO, IMA and European Commission providing hydrographic and cartographic equipment and training to countries of the southern and south-eastern Mediterranean.
- Safety of Navigation on Lake Victoria - A partnership with IHO, IMO, International Association of Marine Aids to Navigation and Lighthouse Authorities (IALA), East Africa Community to establish a navigation safety infrastructure within the three largest States bordering Lake Victoria.
- CAMCHARTNET Project - Partnership with IHO, IMA and European Commission providing hydrographic and cartographic equipment and training to countries on the Black Sea.
- Marine Electronic Highway - Partnership with IHO, Global Environmental Facility, World bank and IMO providing safety of navigation enhancements for the Straits of Malacca and Singapore.

Training:

Paragraph 21 of the resolution encourages the development and making available training courses to assist developing States in the preparation of submissions to the Commission on the Limits of the Continental Shelf (CLCS).

Education is essential in creating and maintaining a modern hydrographic service. Over twenty of our Member States offer more than thirty technical training programs in hydrography that conform to guidelines established by the IHO. In some instances these programs are offered free of charge while others provide scholarships to those attendees that demonstrate the need. The IHO sponsors hydrographic and cartographic training at the International Maritime Academy (IMA) with the tuition funded through contributions from the European Union and the Italian Government.

Pivotal to the effectiveness of these training programs are the minimum standards of competency for hydrographic surveyors to be demonstrated by a successful graduate. These standards are set by an advisory board composed of experts from the IHO, International Federation of Surveyors (FIG) and International Cartographic Association (ICA). Curricula of the training programs are audited against these standards to ensure an adequate level of training is offered. An important effort in 2002 has been the establishment of minimum standards of competency for nautical cartographers.

Not only do the training courses addressed above provide essential training necessary to establish and maintain a modern hydrographic service, the infrastructure of these courses constitute a ready asset to conduct training related to submissions to the CLCS. The Hydrographic Service of India funded and conducted one class for countries of the Indian Ocean region using the prescribed outline from the CLCS this year and intends to continue this offering in future years as demand dictates. Similarly, South Hampton University, which provides hydrographic training in the United Kingdom, has also provided continental shelf delimitation training.

The IHO is coordinating with the IOC and IMA the viability of continental delimitation training as a course offering or as an expansion of the existing hydrography curriculum at IMA.

Data Management:

Paragraph 38 of the resolution deals with data and information management and notes the role of the IHO in this regard. The IHO has provided recommended standards for the format of digital hydrographic data bases through its publication S-57 "IHO Transfer Standard for Digital Hydrographic Data." In acknowledging the broader use of hydrographic data beyond the production of nautical charts, the IHO began, in 2002, to extend the utility of the S-57 standard for additional oceanographic applications.

The IHO/IOC General Bathymetric Chart of the Ocean (GEBCO) project encourages the charting of the oceans and making available these data to interested parties through a central repository, the IHO Data Centre for Digital Bathymetry located in Boulder, Colorado, USA. 2003 marks the 100th anniversary of the GEBCO project with a centenary celebration in Monaco 14-16 April 2003. Also on the occasion of the centenary, the 3rd edition of the GEBCO Digital Atlas will be compiled and released with major revisions of the Arctic and Indian Oceans as well as a global gridded database of bathymetry on a one-minute grid.

Global Reporting and Assessment:

Paragraph 45 of the resolution proposes a process of global reporting and assessment of the state of the marine environment. Several publications of the IHO track the status of hydrographic survey and nautical cartography. Special Publication 55, "Status of Hydrographic Surveying" was last published in 1998 and is scheduled for revision and updating in 2003. Special Publication 59, "Status of Hydrographic Surveying and Nautical Charting in Antarctica," was last updated in 2001 and will be updated and incorporated in S-55 during 2003. Publication M-11, "Catalogue of International Charts" was last updated in 1997 and is scheduled for revision in 2003. A report on the status of Electronic Navigational Charts is currently underway with its completion scheduled early 2003. This

Electronic Navigational Chart Status report will relate chart coverage to major shipping routes with a view to highlighting the regions of the world most deficient in coverage.

Interagency Coordination Mechanisms:

Paragraph 65 of the resolution requests focal points for the exchange of practical and administrative information. The IHB, acting as the secretariat of the IHO, maintains close working relationships with various international organization. Within the UN system, in addition to attaining Observer status to the UN General Assembly, the IHO holds observer status at the IMO and the IOC. Our relationship with the IMO and IMA are formalized through a memorandum of understanding or a memorandum of cooperation between IHO and each organization. Other formal relationships are established through Term of References for joint committees which include:

- IMO-IHO Harmonization Group on Electronic Chart Display and Information System (ECDIS)
- Joint IHO-IOC Guiding Committee for the General Bathymetric Chart of the Oceans
 - Sub-committee on Undersea Feature Names
 - Sub-committee on Digital Bathymetry
- IHO-IAG-IOC Advisory Board on the Law of the Sea
- IEC-IHO Harmonizing Group on Marine Information Objects

Matters Requiring Further Action

Although membership in the IHO has increased modestly in the recent years to 73 Member States with an additional eight States pending membership, this number is substantially fewer than the 162 Contracting Governments to IMO. The IHO continues to actively seek expanded membership and believes the mandates of SOLAS V further promote the benefits of IHO membership to IMO Contracting Governments. The IHB has contacted IMO Contracting Governments that are not IHO Member States and looks forward to other initiatives through the IMO that may lead to increase membership in the IHO.

As a consultative and technical organization, the IHO is well positioned to provide assistance to developing countries wishing to establish a modern hydrographic service. However, the essential component in this process is a donor or funding activity. The IHO remains vigilant in identifying suitable donor partners for its capacity building projects and welcomes any initiatives that facilitate these partnerships.

Conclusion:

To better understand the objectives and accomplishments of the IHO, a CD-ROM containing our publications in English, French and Spanish is included. Your attention is directed to Publications M-1 "Basic Documents of the IHO", M-2 "National Maritime Policies and Hydrographic Services", P-7 "Annual Report for 2001 - Part 1", S-47 "Training Courses in Hydrography and Nautical Cartography", S-57 "IHO Transfer Standard for Digital Hydrographic Data", M-5 "Standards for Hydrographic Surveyors" and M-8 "Standards for Nautical Cartographers."

In summary, the IHO has a long history of advocating for safety of navigation through the increased quality and coverage of nautical charts and information. The IHO is aggressively pursuing, especially in developing countries, increased capacity to collect and process hydrographic data using modern techniques and the adequate coverage of accurate nautical charts and information. These activities are essential components for the safe and efficient use of the oceans as envisioned in the UNCLOS.

On behalf of the Directing Committee

Yours sincerely,



Rear Admiral Kenneth BARBOR
Director

Encl: 1 CD IHO Publications